

Nouvelles locales du mercredi 02 octobre 2013

@rib News, 02/10/2013 | Politique - Le courant de réhabilitation du parti Uprona demande qu  il y ait respect des équilibres ethniques dans le recrutement des policiers. Selon le président de ce courant, les départs    la retraite observées chaque année concernent pour la plupart les policiers de l  thnie tutsi qui sont les plus âgés. Le professeur Evariste Ngayimpenda trouve ainsi que le recrutement des nouveaux éléments devrait prendre en considération ces départs dans le but de respecter les équilibres contenus dans l  accord d  Arusha et dans la constitution de la République du Burundi. Il trouve que le déséquilibre au sein de ce corps devient de plus en plus comme normal alors qu  il est contre la loi. Il dit ce au moment où le ministère de la sécurité publique vient de lancer un appel    candidature pour des recrutements au sein de la police nationale du Burundi. [bonesha/rpa/rtr]

- L  administrateur de la commune de Makebuko dans la province de Gitega a démissionné de ses fonctions depuis la fin de la semaine dernière. Dans une lettre adressée au président du conseil communal de Makebuko, On  sphore Ntakiyanira a motivé sa décision en disant que sa santé se d  t  rieure de plus en plus et que par conséquent, il ne se sent pas apte    accomplir sa mission puisque sa santé est fragile. Le président du conseil communal de Makebuko fait savoir qu  il a re  su cette lette. Gérard Nibigira ajoute toutefois que cette décision a surpris tout le monde. Pourtant, selon des sources en provenance de la population de cette commune, cet administrateur aurait été contraint de démissionner puisqu  il était accusé de détournement, de corruption et de prise de décisions non concertées. [bonesha/rpa/rtr]

Economie - La Banque de la République du Burundi émet chaque jour les taux de change applicables aux devises pour que ce dernier serve de référence aux échangistes qu  ils soient des particuliers ou les banques commerciales. Mais, chose étonnante, ce taux n  est pas respecté. Certes, les échangistes privés affichent ce taux, mais ne le respectent pas puisque    l  int  rieur de leurs bureaux, la situation est toute autre. Ils affirment qu  ils travailleraient    perte s  ils allaient le taux de la BRB. Cette dernière affirme que ce comportement des échangistes privés est illégal. [rpa] | Société- Le représentant national de la communauté islamique au Burundi a pris la décision de suspendre son représentant dans la province de Muyinga au cours de la semaine dernière. Cette décision prise par Sadiki Kajandi Abdallah n  a pas du tout plu aux musulmans de Muyinga qui l  accusent de prendre des décisions sur fond de rumeurs. Le représentant de ces derniers demande la démission de Kajandi puisqu  il sème du désordre dans la communauté qu  il est censé représenter. Majandi Wajafali explique qu  ils ont pour maintes fois demandé    Kajandi de les rencontrer que ce soit    Muyinga ou    Bujumbura mais qu  il a refusé. Sadiki Kajandi voit de son côté que le représentant de la COMIBU    Muyinga est caractérisé par de l  insubordination    l   gard des représentants de la communauté au niveau national et estirant la décision de son remplacement par son vice est légale puisque prise par le conseil des Imams. Il demande par là aux autorités administratives et policières de tout faire pour que celui qui a été nommé re  soive les ci  s du bureau. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro]

Justice - Désordre au tribunal de grande instance de Bubanza le soir de ce mardi vers 18h. Alors que cette juridiction venait de remettre au 9 courant une affaire opposant la coopérative d   pargne et de crédit CCEM et certains membres des associations qui ont re  su des crédits mais qui ne les ont pas remboursés, une cinquantaine de ces derniers, conduits par le vice-président du parti CNDD-FDD dans la province de Bubanza, ont refusé la ci  ture de la séance et ont exigé d   tre écoulés en tant que témoins. Ils ont aussi exigé la comparution d'autres personnes citées dans cette affaire ou la libération d  une autre incarcerated. Après l  intervention du procureur général de la République et une dizaine de policiers, les juges ont pu être libérés et un mandat d  arr  t a été émis contre le chef des insurgés en la personne de Cléophas Nizigiyimana. Mais, il n  a pas été arrêté puisque le concerné a refusé de se rendre et l  embarque vers le commissariat. Il a plutôt appelé au secours le président du parti CNDD-FDD qui est arrivé sur place et il est parti avec lui au grand dam des policiers. Conséquemment, le matin de ce mercredi, les juges du tribunal et du parquet de Bubanza ont arrêté le travail pour protester contre cette attitude du vice-président du parti au pouvoir dans la province de Bubanza. Finalement, c  est vers 16h de ce mercredi qu  il a été conduit vers la prison centrale de Bubanza après plus de deux heures d  interrogatoire au parquet de Bubanza où il avait été conduit par le commissaire de la police de Bubanza. L  APRODH    Bubanza crie    l  ing  rence dans le travail de la justice. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro]- Arrestation dans la province de Muyinga de trois femmes soupçonnées de trafic d  enfants vers la Tanzanie et le Mozambique. Alors que ce dernières s  taient rendues    Bujumbura pour chercher des documents de voyage de trois filles deux de 5 ans et une autre de 13 ans dont le certificat de naissance affirmait qu  elle a 18 ans, elles n  ont pas re  su ce qu  elles cherchaient puis que les services de la PAFE ont eu des doutes quant    la véracité des documents présentés et elle a rejeté leur demande. Arrivées    Muyinga, elles ont tenté de franchir la frontière illégalement et elles ont été arrêtées. Les filles ont été remises    leurs familles et les trois femmes se trouvent actuellement aux mains de la police pour être interrogées. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro]

Diplomatie - Le gouvernement burundais a émis ce vendredi de la semaine dernière, un communiqué dans lequel il d  ploire la situation qui prévaut au sein de la communauté est-africaine. Selon le porte-parole et secrétaire général du gouvernement il y a des réunions qui sont souvent tenues par l  Uganda, le Kenya et le Rwanda l  exclusion du Burundi et de la Tanzanie. Philippe Nzobonariba estime que même si cela est permis, il doit se faire après avoir informé les autres membres qui ne sont pas concernés de près par les points traités dans ces réunions. Il fait ainsi savoir que le Burundi ne sera pas lié par des projets qui seront entamés suite    des décisions prises    son insu. [rpa/rtr/rtnb]- L  ancien député du Burundi au sein de cette communauté affirme qu  il est permis que certains pays mettent ensemble pour débattre de certains projets    mener conjointement. Mais, François Bizimana dit que cela est un signe de mésentente entre les membres dont certains peuvent considérer qu  ils ne sont pas concernés par un projet quelconque alors que d  autres veulent avancer rapidement. Il trouve que la réaction du Burundi est légitime du moment que c  est lui qui devra présenter les procès verbaux des différentes réunions de cette communauté au cours de cette année. Cela signifie que les réunions auxquelles il n  a pas participé ne seront pas concernées par ces procès verbaux. [rpa] | Gouvernance - Les associations des retraités du Burundi demandent au président de la République du Burundi de tout faire pour arrêter le déblocage de plus de 7.000.000.000FBu par l  INSS afin de financer l  installation d  une

de production de jus de fruits. Selon ces associations, non seulement le conseil d'administration veut prendre une décision sans concerter les membres de cette institution, mais également, l'objet de l'entreprise de production de jus est contre la mission de l'INSS. Amina et ARB trouvent qu'il s'agit d'une entreprise très risquée. Étant donné que de cet institut ont participé dans divers investissements tel que dans la Banque Populaire du Burundi, le VERUNDI, Merdian Bank et autres. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro]- Le parti PTD Twungurunani trouve lui aussi que le blocage de cette somme est contre la mission de l'INSS. Selon le président de ce parti, cela note une privatisation en cours de l'INSS comme cela est devenu monnaie courante au Burundi. Le professeur Paul Nkuzimana demande à toute personne de crier et de dénoncer cet investissement afin que cet argent ne soit pas bloqué dans l'intérêt des retraités et des travailleurs actuels ou futurs. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro]

Sécurité - Attaque par 6 bandits armés de fusils sur la colline de Mugoboka de la commune et province Gitega la nuit de ce mardi à mercredi. Des biens ménagers, de l'argent et des vêtements ont été volés dans les ménages attaqués. Alors que les bandits se volatilisaient dans la nature, un d'eux a été appréhendé par la population en colère et il a été vite lapidé à coups de bâtons et de pierres. La population trouve que le banditisme est devenu courant dans cette province et demande aux forces de l'ordre de redoubler de vigilance. [bonesha/rpa/rtr/isanganiro/rtnb]